

A l'attention de Monsieur Jean-Claude Juncker
Secrétariat général
Commission européenne
Rue de la Loi 200/ Wetstraat 200
1049 Bruxelles/Brussel

Le 25 septembre 2018

Monsieur le Président de la Commission européenne,

La crise climatique annoncée est maintenant bel et bien là. La canicule de cet été 2018 et ses conséquences dramatiques sur la santé publique, l'agriculture et l'accès à l'eau nous l'ont tous fait réaliser. Dans le cercle polaire, les rennes se sont rassemblés dans les tunnels autoroutiers pour retrouver de la fraîcheur. Qui de nous aurait cru voir cela de son vivant ? L'ONU vient d'annoncer qu'il ne nous reste que 2 ans pour agir. Cette échéance n'a rien d'arbitraire, elle est bien réelle : elle reflète un seuil de basculement dans l'évolution jusqu'alors linéaire et progressive du dérèglement climatique. Ce phénomène d'emballement transformera la terre en étuve (pics de 55°C en Belgique à partir de 2050), entraînera la mort des 3/4 de la population mondiale d'ici 2100 et menacera la survie de la race humaine à terme. De nombreuses études scientifiques en attestent ("Nature", "PNAS", GIEC, etc.).

Vous ne pouvez pas nous entraîner sciemment dans ce gouffre. Nous ne voulons pas connaître de famines, mourir de maladies tropicales fulgurantes ni entrer en guerre pour la survie. Votre immobilité, si elle se prolonge, serait criminelle.

C'est votre responsabilité d'agir. Ne laissez pas reposer sur nos épaules de citoyens tout le poids du changement attendu. Soyons réalistes: les nombreuses initiatives citoyennes comptent, mais davantage parce qu'elles sont un laboratoire vivant du monde de demain que pour l'impact qu'elles ont en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans les délais impartis. Aujourd'hui, ce sont des mesures structurelles à grande échelle qu'impose l'urgence de la crise climatique.

Nous sommes là pour vous soutenir. Certains d'entre vous ont besoin de signaux populaires pour légitimer des décisions difficiles. Plus de 100.000 personnes à travers l'Europe ont manifesté le 8/09 et continueront les 6/10, 3/11 et 2/12 (#Riseforclimate & #ClimateExpress). La population se réveille peu à peu et la démission symbolique de Nicolas Hulot a créé un sursaut.

Nous vous demandons d'admettre l'état de crise (pétition sur <https://chn.ge/2PENqV6> : «Déclarons l'état d'urgence environnemental!») pour faire de la lutte contre le réchauffement climatique votre priorité absolue avec des résultats tangibles dès 2019. Cela signifie être prêts à faire les arbitrages nécessaires entre l'urgence climatique et d'autres politiques moins urgentes, et travailler de manière transversale, par-delà les compétences et les niveaux de pouvoir. Nous n'avons plus le choix.

Cela vous demandera de faire des concessions et d'oser remettre en question certains postulats fondamentaux de notre société actuelle: un gouvernement qui soutient la croissance économique à tout prix peut-il atteindre ses objectifs climatiques ? Nous en doutons.

Les solutions concrètes pour diminuer effectivement les émissions de gaz à effet de serre sont établies depuis longtemps. En voici quelques exemples : interdiction des gaz réfrigérants HFC, régulation du transport aérien et maritime, usage du bois plutôt que du béton dans la construction, régénération du taux d'humus dans les sols agricoles, abandon des énergies fossiles, etc. Tout cela peut être mis en marche très rapidement, si vous avez le courage et l'éthique de faire fi des lobbys industriels et financiers. Il est possible de diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre tout en créant massivement des emplois,

comme le proposent Jean Jouzel et Pierre Larrourou avec un « pacte finance-climat ». Tim Jackson propose depuis 2009 à l'UE un modèle économique qui respecte l'homme et l'environnement, démontrant que la prospérité des peuples n'est pas liée à la croissance de leur PIB. Inspirez-vous de ces experts !

Nous devons être assurés de l'adoption de mesures climatiques suffisantes en amont des élections de 2019. Pour ce faire, un accord entre tous les partis est indispensable pour soustraire cet enjeu vital à la concurrence électorale, au nom de la responsabilité et de la clairvoyance qui incombent à la classe politique. Ce travail doit commencer dès à présent.

Nous, citoyens conscients et inquiets, vous demandons de vous positionner publiquement sur cette question. Nous vous demandons d'expliquer votre plan d'action pour une diminution effective, mesurable, des émissions belges de gaz à effet de serre. Cela doit être fait dès 2019 et avec pour objectif d'atteindre une société neutre en carbone à l'horizon 2050 comme le recommandent les experts climatiques.

Par l'intermédiaire du comité à l'initiative de la pétition susmentionnée (#UrgenceEnvironnement), nous comptons vous présenter avant les élections 2019 une définition précise de ce que nous entendons par état d'urgence environnemental et un ensemble de mesures majeures indispensables pour atteindre les objectifs climatiques et environnementaux.

C'est un tournant de notre histoire qui se joue. Du haut de ses 97 ans, Edgar Morin nous confie qu'il place tout son espoir dans l'improbable : « La victoire des nazis sur l'Europe semblait probable, et puis il y a eu la résistance de Churchill en Angleterre [...]. La chute du mur de Berlin était improbable, et pourtant c'est arrivé ». Nous attendons les nouveaux héros politiques de l'Histoire !

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération distinguée,

Pour le mouvement citoyen #ClimatePoliticalHeroes (climatepoliticalheroes@gmail.com),

François Wiaux¹

Je soussigné,

domicilié à l'adresse :

.....
soutiens cette lettre et me joins aux demandes qui y sont formulées. Je m'engage d'ailleurs à la poster personnellement dans les plus brefs délais.

Signature + date :

¹ Citoyen belge et européen, bio-ingénieur & docteur en sciences agronomiques, consultant-formateur indépendant en environnement & agriculture durable, maraîcher, membre actif du secteur associatif, co-initiateur du mouvement #ClimatePoliticalHeroes, auteur de cette **carte blanche publiée dans la presse écrite (journal l'Echo) en date du 25 septembre 2018.**